

De ce point, la ligne de définition de zone contourne par l'Est la Sebkhat Halk El Menzel en suivant la rive jusqu'en un point situé à 250m à l'Est du Méridien 9 gr 06 et à 250m au Nord de la Parallèle 40 gr 00.

De ce point, suivant un tracé rectiligne, elle se dirige vers le Nord-Ouest jusqu'en un point situé à 325m à l'Est du Méridien 9 gr 03 et à 200m au Sud de la Parallèle 40 gr 05. De ce point remontant vers le Nord-Est elle recoupe la Sebkhet Assadjiriba et arrive sur un point de la côte situé à 300m à l'Ouest du Méridien 9 gr 06 et à 300m au Sud de la Parallèle 40 gr 06.

De ce point, la ligne de délimitation zonale se dirige en suivant la côte vers le Sud pour rejoindre le point de départ déjà décrit.

La zone touristique ci-dessus définie couvre une superficie approximative de 4.475ha.

ANNEXE AU DECRET N° 73-162 DU 5 AVRIL 1973

DETERMINANT DES « ZONES TOURISTIQUES »

SUR LE TERRITOIRE DE LA REPUBLIQUE

Zone de Djerba

Base : Carte d'Etat-Major au 1/50.000è.

Réf. : I.G.N. Houmt-Souk 148
I.G.N. Midoun 149

La ligne délimitant la zone prend son origine en un point de la côte au lieu dit « Bordj Aghir » à 175m à l'Est du Méridien 9 gr 64 et à 800m au Nord de la Parallèle 37 gr 50. Elle suit à 100m au Sud-Ouest une Parallèle à la route RVE 946 (Aghir-Midoun) en direction de Midoun jusqu'à son point d'intersection avec la piste menant au lieu dit « Hadherbach ». De ce point, la ligne de définition de la zone suit la piste sus-désignée jusqu'à son intersection avec la route MC 209 à 900m à l'Est du Méridien 9 gr 60 et à 350m au Sud de la Parallèle 37 gr 56. Puis, en direction du Nord, la ligne délimitant la zone suit une piste sinueuse menant au Marabout Sidi Fadhloun situé à 250m à l'Est du Méridien 9 gr 58 et à 80m au Sud de la Parallèle 37 gr 59. Puis, vers le Nord-Ouest empruntant à 100m de distance un tracé parallèle à la piste, elle rejoint la piste de Houmt-Souk-Midoun en un point situé à 250m à l'Ouest du Méridien 9 gr 58 et à 100m au Sud de la Parallèle 37 gr 59.

Puis, en direction de l'Ouest, la ligne de définition zonale suit une Parallèle à 100m de la piste de Houmt-Souk-Midoun jusqu'à un point situé à l'intersection du Méridien 9 gr 53 et de la Parallèle 37 gr 61.

Puis, suivant un tracé rectiligne, elle continue vers un point situé à 300m à l'Est du Méridien 9 gr 45 et à 550m au Nord de la Parallèle 37 gr 62. De-là, elle se dirige, toujours suivant un tracé rectiligne vers le Nord-Est en un point de la côte à 175m à l'Est du Méridien 9 gr 46 et à 375m au Nord de la Parallèle 37 gr 65. De ce point, suivant la côte vers l'Est, la ligne de définition de zone rejoint son point de départ déjà décrit (lieu dit Aghir).

La zone touristique définie ci-dessus couvre une superficie approximative de 9.625ha.

ANNEXE AU DECRET N° 73-162 DU 5 AVRIL 1973

DETERMINANT DES « ZONES TOURISTIQUES »

SUR LE TERRITOIRE DE LA REPUBLIQUE

Zone de Zarzis

Base : Carte d'Etat-Major au 1/50.000è.

Réf. : I.G.N. Zarzis 171
I.G.N. Sidi Chamakh 160

La ligne matérialisant la limite zonale prend son origine en un point de la côte au lieu dit « La Butte de Tir » à 100m au Sud de la Parallèle 37 gr 20. Elle se dirige à l'Ouest vers un point distant de 2 km 500 de son point de départ et dont les coordonnées sont : 175m à l'Est du Méridien 9 gr 72 et 75m au Nord de la Parallèle 37 gr 20. De ce point, elle se dirige au Nord vers un point situé à 75m à l'Est du Méridien 9 gr 72 et à 300m de la Parallèle 37 gr 25.

De ce point, elle se dirige au Nord-Ouest vers un point situé à 400m à l'Ouest du Méridien 9 gr 72 et à 625m au Nord de la Parallèle 37 gr 26.

Puis, elle suit vers l'Ouest une parallèle distante de 100m de la route MC 117 sur une longueur de 11km 500 en direction de Houmt-Souk jusqu'au lieu dit « Hir El Mkemem » (à 200m à l'Est du Méridien 9 gr 61 et à 375m au Nord de la Parallèle 37 gr 34).

De ce point, la ligne de définition de zone se dirige vers le Nord-Est sur une distance de 3 km 500 et rejoint la côte en un point situé sur le Méridien 9 gr 64, à 100m au Nord de la Parallèle 37 gr 37. Puis, elle suit la côte pour atteindre au Sud-Est son point de départ déjà décrit.

La zone touristique définie ci-dessus couvre une superficie approximative de 7.100ha.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

ASSOCIATION D'INTERET COLLECTIF

Décret n° 73-158 du 5 avril 1973, portant constitution et organisation de l'Association d'Intérêt Collectif d'El Guettar.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne;

Vu le décret du 5 août 1933, portant règlement sur la conservation et l'utilisation des eaux du Domaine Public, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 30 juillet 1936, portant organisation des Groupements d'Intérêt Hydraulique, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu la loi N° 61-12 du 27 mai 1961, portant fixation pour les budgets des communes et organismes assimilés, de la date d'ouverture de l'exercice financier et de sa période complémentaire et notamment son article 5;

Vu le décret N° 67-52 du 16 février 1967, portant réorganisation du Groupement d'Intérêt Hydraulique de Gafsa;

Vu le décret N° 63-23 du 21 janvier 1963, relatif aux attributions du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture concernant les Groupements d'Intérêt Hydraulique, les Syndicats d'Arrosages et les Associations Spéciales;

Vu la demande de constitution formulée par les propriétaires d'El Guettar;

Vu l'avis des Ministres des Finances et de l'Agriculture;

Décrétons :

TITRE PREMIER

DEFINITION ET OBJET

DE L'ASSOCIATION D'INTERET COLLECTIF

D'EL GUETTAR

Article Premier. — Création de l'Association

Il est créé une Association d'Intérêt Collectif à El Guettar dénommée « Association d'Intérêt Collectif d'El Guettar ».

Cette Association sera administrativement rattachée au Groupement d'Intérêt Hydraulique de Gafsa réorganisé par le décret susvisé N° 67-52 du 16 février 1967.

Article 2. — Définition des Associés

Font partie de l'Association, tous les propriétaires ou détenteurs d'immeubles de la région d'El Guettar situés à l'intérieur du périmètre défini par le plan parcellaire annexé au présent décret et qui sont intéressés à un titre quelconque par les travaux définis à l'article 4.

La qualité d'associé ainsi que les obligations qui dérivent de la formation de l'Association sont attachés aux immeubles légalement reconnus et non à la personne du propriétaire ou détenteur. Elles suivent l'immeuble dans quelques mains qu'il passe et ne peuvent disparaître que par la dissolution de l'Association.

Le projet de constitution de l'Association a été soumis à l'enquête de 30 jours prévue par l'article 44 du décret susvisé du 5 août 1933. Cette enquête entraîne vis à vis des propriétaires ou détenteurs des immeubles inclus dans le périmètre de l'Association, les obligations, droits et forclusions visés aux articles 50 et 51 du décret susvisé du 5 août 1933.

Après expiration du délai de deux mois qui suivra la publication au *Journal Officiel de la République Tunisienne*, du présent décret, aucun des propriétaires des immeubles compris dans le périmètre de l'Association ne pourra contester sa qualité d'associé.

Article 3. — Objet de l'Association

L'Association d'Intérêt Collectif d'El Guettar a pour objet :

1°) de prendre en charge les ouvrages de captage et d'adduction énumérés à l'article 4.

2°) de créer de nouveaux ouvrages en complément des ouvrages précédents.

3°) d'étudier et de réaliser tous travaux hydrauliques d'intérêt privé collectif qui peuvent être envisagés pour mettre en valeur les terrains compris à l'intérieur du périmètre de l'Association.

4°) d'entretenir les ouvrages ci-dessus et, en général, de les maintenir en état de jouer le rôle qui leur a été dévolu, d'assurer leur bon fonctionnement et de prévoir leur renouvellement.

5°) de rembourser à l'Etat le montant exact des avances consenties par celui-ci à l'occasion des travaux ou ouvrages remis à l'Association.

Le remboursement sera effectué dans les conditions acceptées par l'Association, soit en 25 annuités sans intérêt. Chaque annuité fera l'objet d'une inscription obligatoire, en dépenses, au budget de l'Association, le versement correspondant sera effectué, au Trésor, en fin d'exercice.

Les installations remises à l'Association ne deviendront sa propriété qu'après remboursement complet des avances faites par l'Etat.

Jusqu'à ce terme, elle n'en aura que la jouissance.

6°) de se faire concéder suivant les décrets et règlements en vigueur, les eaux qui sont nécessaires à l'irrigation à l'exception de celles qui seraient réservées en vue de l'alimentation publique.

Article 4. — Énonciation des travaux et ouvrages

Les ouvrages existants pris en charge par l'Association sont les suivants :

Forage dénommé lortos I : (débit 15 l/sec. par pompage);

Forage dénommé lortos III : (débit 48 l/sec. par pompage);

Forage dénommé Nichiou I : (débit 42 l/sec. par pompage);

Forage dénommé Nichiou III : (débit 30 l/sec. par pompage).

— Réseau d'irrigation en conduite et canaux étanches.

La valeur des installations remises à l'Association se monte à :

— Forage Lortos I	1.000.000
— Forage Lortos III	1.600.000
— Forage Nichiou I	2.000.000
— Forage Nichiou III	2.280.000
— Réseau d'irrigation et équipement forages ..	34.120.000
	41.000.000

Les modalités de remboursement à l'Etat des avances consenties à l'Association seront fixées par arrêté du Ministre de l'Agriculture, en accord avec le Conseil d'Administration du Groupement d'Intérêt Hydraulique de Gafsa et de l'Association d'Intérêt Collectif d'El Guettar.

TITRE II**FONCTIONNEMENT ET ADMINISTRATION****Article 5. — Principe de gestion administrative**

L'Association d'Intérêt Collectif d'El Guettar sera administrée suivant les conditions du décret susvisé du 30 juillet 1936 et notamment ses articles 7, 8, 9, 11b et ses articles 12 à 21.

Article 6. — Domicile de l'Association

L'Association d'Intérêt Collectif d'El Guettar élit domicile au siège du Gouvernorat de Gafsa.

Article 7. — Comité de Direction

En plus du Directeur de l'Association le Comité de Direction comprendra trois membres.

Article 8. — Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de l'Association est présidé par le Président du Conseil d'Administration du Groupement d'Intérêt Collectif Hydraulique de Gafsa.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président, qui prévient chaque membre, personnellement, au moins huit jours à l'avance.

Il peut valablement délibérer, si tous les membres ayant été convoqués, plus de la moitié des membres dont trois au moins des quatre représentants des associés (Directeur et membres du Comité de Direction) sont présents à la séance ou dûment représentés.

Au cas où ce quorum ne serait pas atteint le Président convoque à nouveau après huit jours au moins d'intervalle, les membres du Conseil d'Administration par lettre recommandée. La nouvelle délibération sera alors valable, quels que soient le nombre et la qualité de membres présents. Mention est faite les deux convocations sur le registre des délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents.

En cas de partage égal des suffrages, la voix du Président est prépondérante.

Les délibérations sont inscrites, par ordre de date, sur un registre coté et paraphé par le Président du Conseil d'Administration du Groupement d'Intérêt Hydraulique de Gafsa.

et sont signées par les membres présents à la séance; mention est faite des motifs qui auraient empêché certains d'entre eux de signer.

Tous les membres de l'Association ont le droit de prendre connaissance du registre des délibérations qui est déposé au siège de l'Association.

Il est dans les attributions du Conseil d'Administration :

- 1°) de dresser le budget de l'Association;
- 2°) d'établir les règlements régissant le fonctionnement intérieur de l'Association ;
- 3°) d'élaborer les programmes et projets de travaux neufs, les travaux complémentaires ou de grosses réparations;
- 4°) de prescrire les travaux d'entretien intéressant l'Association;
- 5°) d'approuver les marchés et adjudications en se conformant aux règles de la comptabilité publique;
- 6°) de tenir à jour les dossiers des cotisations et d'assurer le recouvrement des rôles de cotisations, par l'entremise du Trésorier du Groupement d'Intérêt Hydraulique de Gafsa.
- 7°) d'approuver la gestion du Directeur dans le cadre des pouvoirs qui lui ont été donnés par le Conseil d'Administration;
- 8°) de nommer et de révoquer les agents de l'Association à l'exception des agents dont la désignation est précisée au présent décret;
- 9°) d'assurer la conservation des archives et des titres de propriété de l'Association ;
- 10°) d'administrer le patrimoine de l'Association;
- 11°) sous réserve de l'autorisation du Ministre de l'Agriculture de faire valoir les droits conférés à l'Association par l'article 16 du décret susvisé du 30 juillet 1936.

Article 9. — Président du Conseil d'Administration

Le Président du Conseil d'Administration passe les marchés et préside aux adjudications. Il ordonnance les dépenses

Il représente l'Association vis à vis des tiers dans tous les actes intéressant la personnalité juridique de l'Association tels que : ester en justice et sous réserve de l'approbation du Conseil d'Administration, acquérir, louer, transiger, emprunter, vendre, hypothéquer.

Il autorise, par délégation permanente du Conseil d'Administration, les concessions temporaires d'eau entre membres associés dans les conditions à déterminer par les règlements intérieurs.

Aucune cession d'eau ne peut être consentie en dehors des membres de l'Association.

Article 10. — Directeur

Le Directeur de l'Association est l'agent d'exécution des décisions du Conseil d'Administration de l'Association.

Ses pouvoirs sont fixés par le Conseil d'Administration.

En cas d'absence ou d'empêchement, il est suppléé par un des membres du Comité de Direction choisis dans l'ordre de leur désignation sur l'arrêté du Ministre de l'Agriculture qui nomme le Directeur et les membres du Comité de Direction.

Il est responsable de sa gestion vis à vis du Conseil d'Administration.

Article 11. — Secrétariat de l'Association

Les fonctions de Secrétaire du Conseil d'Administration de l'Association sont assurées par le Secrétaire Permanent du Groupement d'Intérêt Hydraulique de Gafsa.

TITRE III

ORGANISATION FINANCIERE DE L'ASSOCIATION

COMPTABILITE - ETABLISSEMENT DES ROLES

DE COTISATIONS - BUDGET

Article 12. — Principe de gestion financière

La gestion financière de l'Association est définie par les articles 10, 11B, 12, 17 et 21 du décret susvisé du 30 juillet 1936.

Article 13. — Trésorier

Les fonctions du trésorier de l'Association sont assurées par le Trésorier du Groupement d'Intérêt Hydraulique de Gafsa représentant du Ministère des Finances, au sein du Conseil d'Administration.

Le Trésorier de l'Association assure les encaissements en espèces et acquitte les dépenses régulièrement ordonnancées.

Article 14. — Fonds de réserve

Le budget de l'Association comportera un fonds de réserve destiné :

- a) à financer les grosses réparations et les aménagements nouveaux qu'il serait nécessaire d'effectuer;
- b) à compléter les recettes ordinaires de la première partie du budget, au cours des exercices, si le mauvais rendement des cultures diminue le produit des cotisations, de manière à permettre l'inscription au budget des dépenses ayant un caractère obligatoire;
- c) à effectuer, le cas échéant, des remboursements anticipés à l'Etat.

Ce fonds de réserve est alimenté :

- a) par prélèvement sur les recettes ordinaires;
- b) par versement des excédents budgétaires non affectés aux études ou aux travaux;
- c) par recettes spécialement affectées au fonds de réserve, par décision du Conseil d'Administration.

Le fonds de réserve est fixé au minimum à 20% du montant du budget annuel de l'Association.

Le Conseil d'Administration de l'Association peut demander au trésor public que les sommes affectées au fonds de réserve soient converties en titres productifs d'intérêts, convertibles sans délai.

En aucun cas, le fonds de réserve ne pourra excéder le double des sommes inscrites aux autres articles dans le budget annuel.

Article 15. — Etat nominatif - Mutation

Il est précisé que la taxation, de même que l'eau est attachée aux terrains définis à l'article 2 du présent décret.

Toute mutation de droit de propriété ou d'usage, sur la terre ou sur l'eau, devra être signalée, par écrit au Directeur de l'Association.

Avant le 1er janvier de chaque année, celui-ci fait constater les mutations survenues au cours de l'année précédente, et modifier, en conséquence, le plan parcellaire et l'état nominatif des propriétaires ou détenteurs de l'immeuble faisant partie de l'Association.

Ces deux documents seront déposés, pendant 15 jours, au siège social de l'Association. Ils seront portés à la connaissance des associés et de tous les intéressés par voie de publication et d'affichage. Un registre sera ouvert pour recevoir les observations éventuelles.

Article 16. — Cotisations - Prestations

a) Assiette de cotisation

En plus de la participation à la constitution du fonds de réserve signalé à l'article 14 précédent, la cotisation annuelle comprend par hectare de terrain irrigué :

1°) une annuité de remboursement des avances consenties à l'Association et des installations qui lui seront remises.

2°) une taxe variable pour couvrir les frais de fonctionnement de l'Association et permettre l'entretien et les grosses réparations des ouvrages. Cette taxe sera fixée, chaque année, par le Conseil d'Administration du Groupement. Elle sera fonction de l'importance des travaux d'entretien et de grosses réparations à effectuer durant l'année.

b) Etablissement et recouvrement

des rôles de cotisations :

Les rôles de cotisations sont établis le 1er décembre de chaque année par le Président du Conseil d'Administration de l'Association d'Intérêt Collectif. Les cotisations annuelles sont dues par les associés qui étaient propriétaires des parcelles avant cette date.

Les rôles sont tenus pendant 15 jours à la disposition des usagers au siège social de l'Association. Avant l'expiration de ce délai, les usagers formulent leurs réclamations par écrit et les adressent sous pli recommandé au Président du Groupement d'Intérêt Hydraulique de Gafsa qui les soumet, avec les rôles à l'approbation du Conseil d'Administration, en même temps que le projet de budget. Le Conseil d'Administration statue sur la suite à leur donner et décide, s'il y a lieu, de rectifier les rôles en tenant compte des réclamations ou de passer outre et de les soumettre à l'approbation de l'autorité supérieure.

Le recouvrement des cotisations s'effectuera dans les conditions fixées par l'article 12 du décret susvisé du 30 juillet 1936. Indépendamment de ces mesures, le service de l'eau sera suspendu à tout adhérent qui n'aura pas acquitté sa cotisation dans les délais voulus.

Le Conseil d'Administration de l'Association pourra autoriser certains associés, sur leur demande, à se libérer en partie

de leurs cotisations par les moyens de prestation. Ces prestations donneront lieu à l'établissement de mandats de paiement calculés d'après la valeur du travail ou des fournitures dans la région, ordonnancés régulièrement par le Président de l'Association et compensés avec la cotisation due par les soins du Trésorier de l'Association.

En outre, le règlement intérieur pourra fixer, pour chaque associé un minimum obligatoire de prestations annuelles.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 17. — Servitudes et obligations des usagers

Les propriétaires ou détenteurs d'immeubles devront réserver libre passage sur le terrain aux membres du Conseil d'Administration de l'Association, à ses fonctionnaires ou agents dans l'exercice de leurs fonctions ainsi qu'aux entrepreneurs ou ouvriers chargés de l'exécution des travaux.

Ils seront tenus de céder, gratuitement, le terrain nécessaire pour l'exécution des travaux approuvés et de laisser réserves les francs-bords sur une largeur de 3m, de long et de chaque côté des canaux primaires et de 2m de long de chaque côté des canaux secondaires de l'Association.

Ils devront procéder dans la traversée de leur propriété au nettoyage des installations afin de les maintenir dans un état constant de propreté et recevoir, sans indemnité, sur leur terrain les produits de curage.

Tous travaux ou installations destinés à l'utilisation et à l'évacuation de l'eau, dans chaque propriété, seront effectués par l'arrosant intéressé sous sa responsabilité et à ses frais.

Chaque année, en juin, une Commission de représentants du Ministère de l'Agriculture, accompagnée des intéressés fera une tournée dans le périmètre de l'Association en vue de définir les travaux d'entretien à réaliser par ceux-ci. En cas de défaillance, et si ces travaux ne sont pas effectués au 1er septembre, ils seront exécutés par l'Administration à la charge de l'Association et, éventuellement, des propriétaires.

Les sommes restant à la charge des propriétaires seront ajoutées à la cotisation habituelle, et exigibles dans les mêmes conditions.

Art. 18. — Sont applicables à la présente Association d'Intérêt Collectif :

a). — Les dispositions prévues au décret susvisé du 30 juillet 1936 ;

b). — Les dispositions prévues aux décrets du 24 mai 1920 et du 5 août 1933 dans la mesure où elles ne sont pas contraires au décret du 30 juillet 1936.

Art. 19 — Les Ministres des Finances et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 5 avril 1973

P. le Président de la République Tunisienne

et par délégation,

Le Premier Ministre

HEDI NOUIRA